

Société | Reportage: La nouvelle route des migrants passe par le Pays basque



Après la fermeture des ports italiens, les migrants entrent par l'Espagne. Au Pays basque, la Police aux frontières est dépassée. Le maire de Bayonne, Jean-René Etchegaray, a ouvert un centre d'accueil pour répondre à l'urgence humanitaire

Sur la place de la mairie d'Irun, à la frontière basque, une dizaine de jeunes migrants patientent. Ils font les 100 pas. Il en faut au moins que ça pour passer le pont Santiago, qui relie l'Espagne à la France. Bogo, originaire du Tchad, sort de ses poches toutes sortes de documents : des dizaines de petits morceaux de papiers griffonnés d'adresses et de numéros de téléphone. Les bribes d'un itinéraire détaillé pour rejoindre le centre d'accueil des migrants, qui vient d'ouvrir à Bayonne. « Au Tchad, je n'ai plus rien. Toute ma famille est morte. Il faut que j'avance. » Le jeune homme de 25 ans n'a pas peur de la police. Quand il sera reposé, il tentera de franchir le pont transfrontalier, à pied, comme les autres. « On attend le moment propice », ajoute Asloum, 24 ans. Avec son ami Elias, 22 ans, il est parti de Yaoundé rejoindre sa famille en Allemagne voilà deux ans. Ces jeunes Camerounais ont changé de route durant l'été. « La Lybie, ce n'était plus bon. Des amis en revenaient. Ils nous ont dit qu'il y a beaucoup de violence là-bas et que l'Italie est fermée. » Asloum et Elias dorment dans les rues d'Irun depuis deux jours. Sur la place de la mairie, ils regardent leurs chaussures neuves, qu'ils lassent, délassent, relassent. Ils vont tenter leur chance cette nuit. Un quart d'heure à pied sur l'avenue Iparralde, puis, le pont transfrontalier jusqu'à Hendaye, première ville française. « Après on verra. »



"Ils vont essayer de passer, et ils réussiront "

Si la police les arrête, ils seront reconduits à Irun, avec un formulaire de « non admission ». Ils attendront le lendemain matin pour retenter leur chance. Gabriel, 28 ans, et Simire, 26 ans, originaires d'Erythrée, ont également dormi dans les rues d'Irun. Ils ont réussi à la quatrième tentative. Quant à Mamadou, 19 ans, originaire de Côte d'Ivoire, il s'est fait arrêter, la première fois, à la sortie du train régional Saint-Sébastien-Hendaye. La deuxième fois, il l'a tenté à pied. Les policiers l'ont vu, mais ne l'ont pas arrêté. « J'ai passé l'âge de courir », s'amuse Frédéric Ivanier, policier aux frontières de 56 ans. Il savoure son café de 16 heures, après une nuit à jouer au chat et la souris. « Quand je leur dis que je ne vais pas leur courir après, ils sont étonnés. C'est la première fois qu'un flic ne leur tape pas sur la gueule. Certains s'imaginent même qu'on va leur tirer dessus quand ils auront le dos tourné. »



Fatigués, en bout de course, les clandestins se laissent attraper. « Les Espagnols nous les reprennent, de temps en temps, pour nous faire plaisir. Mais, depuis six mois, en réalité, ils n'en veulent plus. Deux heures après les avoir arrêtés, on arrête les mêmes clandestins », s'exaspère Frédéric Ivanier, policier et syndicaliste à l'Unsa. Les fonctionnaires continuent de faire leur travail. Ils remplissent le formulaire préétabli de « non admission », un quart d'heure, avant d'appeler les autorités espagnoles. Mais, derrière la frontière, il n'y a personne pour récupérer les migrants. Ils dorment là, devant la gare d'Irun ou dans la rue. Un

réseau d'accueil, proche des mouvements indépendantistes basques, les récupère. « La France et l'Espagne se les renvoient, car personne ne les veut. Mais, ça n'a pas de sens. De toutes manières, ils vont essayer de passer et ils réussiront », constate Amaia Oca, bénévole du réseau d'accueil.

"Notre direction ne peut ignorer que la frontière n'existe plus"

Elle assure que son réseau n'organise pas de convois par les chemins de contrebande. Ces cinq voies carrossables, qui traversent les Pyrénées, sont connues de tous les Basques, notamment pour avoir servi le réseau Comète durant la Seconde guerre mondiale. Faire passer la frontière à des clandestins, « ce serait illégal, mais nous pouvons leur donner des informations publiques, comme les horaires de train ou les numéros des bus. » Personne ne dira qui paye les billets. Personne ne dira qui donne l'argent. « Il existe une filière organisée et des soutiens qui font passer les migrants derrière les policiers, de nuit comme de jour. Ce n'est pas un mystère, mais on ne peut pas être partout », reconnaît Frédéric Ivanier. A la frontière française, les policiers sont débordés. Leur mal-être se double d'un sentiment d'inutilité. « Avant, le cœur de notre métier c'était les faux papiers. Aujourd'hui, on a le rôle du méchant, qui empêche de pauvres gens de passer la frontière. Mais après nous, la route est libre. Preuve, qu'il n'y a pas de volonté politique », grince le syndicaliste, qui repense aux objectifs fixés par sa Direction. « Il y a trois ans, chaque patrouille devait arrêter 15 clandestins par mois. Aujourd'hui, on en arrête 30 par jour ! » Selon ses chiffres, à la frontière basque, 5700 clandestins ont été contrôlés en 2017, contre 16000 en 2018. Sous couvert d'anonymat, un autre policier de la PAF dénonce ce qu'il appelle l'hypocrisie de la politique de lutte contre l'immigration clandestine. « Notre direction ne peut pas ignorer que la frontière n'existe plus, mais personne n'ose dire que notre travail ne sert à rien ! »



Alors, il arrive que les policiers laissent passer. « Quand on l'a vu quatre fois dans la journée et qu'on le revoit le soir, marcher sur le trottoir, on regarde de l'autre côté. Ça ne changera pas la face du monde. » La porosité de la frontière est un fait. Depuis le début du mois de novembre, les migrants arrivent à Bayonne, de plus en plus nombreux, avec leurs baluchons, à même le sol, assis sur la pelouse de la gare routière. Vincent, chauffeur de bus, raconte qu'il en transportait une centaine par jour. Le maire de Bayonne, Jean-René Etchegaray, a décidé de les accueillir en urgence. « Ce n'était pas dans mon programme électoral. Régler les problèmes d'immigration, ça ne fait pas partie de mes compétences. Mais, il fallait agir. » Une association de bénévoles a pris l'initiative de s'occuper d'eux. Ils ont été installés dans une école primaire durant les vacances scolaires de la Toussaint. Aujourd'hui, ils sont dans les anciens bâtiments de l'armée aménagés pour accueillir des centaines de personnes. Le risque de créer un appel d'air est réel, mais le maire de Bayonne se dit face à une urgence humanitaire. « Offrir une étape à des personnes exténués, qui ont besoin de manger, se laver, se reposer pour se reconstituer une identité, c'est le minimum que l'on puisse leur offrir. »



Olivier Darrioume

Crédit Photo : Quentin
Publié sur aqui.fr le 29/12/2018
[Url de cet article](http://aqui.fr)